sur le Cambodge, aux membres permanents du Conseil de sécurité, aux Etats de la région et autres Etats ainsi qu'aux parties cambodgiennes elles-mêmes, notamment Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, pour le précieux concours qu'ils ont apporté durant les dix dernières années à la restauration et au maintien de la paix et de l'unité au Cambodge ainsi qu'à l'œuvre de réconciliation nationale;

8. *Exprime également sa profonde gratitude* aux pays donateurs, aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations humanitaires nationales et internationales qui sont venus en aide au peuple cambodgien et les engage à maintenir leur appui au processus de rapatriement des personnes déplacées et réfugiés cambodgiens dirigé et coordonné par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi qu'aux efforts de relèvement et de reconstruction du Cambodge;

9. *Exprime à nouveau sa profonde satisfaction* au Secrétaire général et à son personnel pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer afin d'aider à l'application des Accords de Paris;

10. *Exprime une fois encore sa profonde satisfaction* au Secrétaire général pour les efforts qu'il a faits afin de coordonner l'assistance humanitaire et d'en contrôler la répartition et le prie de poursuivre ces efforts autant qu'il sera nécessaire.

50^e séance plénière
20 novembre 1991

46/19. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 41/11 du 27 octobre 1986, par laquelle elle a solennellement déclaré l'océan Atlantique, dans la région située entre l'Afrique et l'Amérique du Sud, « zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud »,

Rappelant également les résolutions qu'elle a adoptées depuis sur la question, notamment sa résolution 45/36 du 27 novembre 1990, dans laquelle elle a réaffirmé que les Etats de la zone sont résolus à coopérer davantage dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, culturel et autres,

Réaffirmant que les questions de paix et de sécurité et les questions de développement sont interdépendantes et inséparables et considérant que la coopération entre tous les Etats, en particulier les Etats de la région, en vue de la paix et du développement est indispensable pour atteindre les objectifs de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud,

Sachant l'importance que les Etats de la zone attachent à la sauvegarde de l'environnement de la région et la menace que la pollution, d'où qu'elle provienne, constitue pour le milieu marin et côtier, son équilibre écologique et ses ressources,

Notant l'inquiétude qu'a suscitée dans le monde entier le recours à des méthodes et pratiques de pêche qui risquent de nuire à la préservation et à la gestion des ressources biologiques de l'environnement marin,

Notant avec satisfaction les diverses initiatives prises par les Etats de la zone pour contribuer à atteindre les objectifs de la zone,

1. *Prend acte* du rapport présenté par le Secrétaire général conformément à sa résolution 45/36³²;

2. *Demande* à tous les Etats d'aider à atteindre les objectifs énoncés dans la déclaration faisant de l'Atlantique Sud une zone de paix et de coopération et de s'abstenir de toute action incompatible avec ces objectifs ou avec la Charte des Nations Unies et les résolutions applicables de l'Organisation, en particulier d'actions qui risqueraient de créer ou d'aggraver des situations de tension et de conflit potentiel dans la région;

3. *Accueille avec satisfaction* la résolution que la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes a adoptée à sa douzième session ordinaire au sujet de la coopération entre la zone exempte d'armes nucléaires d'Amérique latine et la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, dans laquelle elle a invité les Etats parties au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)³³ et à ses protocoles additionnels³⁴, ainsi que les Etats signataires de ces instruments, à faire des propositions sur la forme que pourraient prendre des mécanismes de coopération à créer entre les deux zones;

4. *Souligne* l'importance de l'Atlantique Sud pour le commerce et la navigation maritime dans le monde et se déclare déterminée à préserver dans la région toutes les activités de cet ordre protégées par le droit international, y compris la liberté de la navigation en haute mer;

5. *Sait gré* aux Etats de la zone de ce qu'ils ont fait pour atteindre les objectifs fixés dans le document final de la deuxième réunion des Etats de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, tenue à Abuja (Nigéria) du 25 au 29 juin 1990³⁵;

6. *Note* que, dans un communiqué commun publié à Windhoek le 13 septembre 1991, les Présidents de la Namibie et du Brésil ont proposé d'organiser en 1992, après que tous les pays de la zone auront été dûment consultés, une réunion à Windhoek des ministres du commerce et de l'industrie des pays de la zone et une réunion à Brasilia de responsables de la jeunesse et des sports, en vue de renforcer la coopération entre les Etats de la zone et leur développement;

7. *Constate avec satisfaction* que la Namibie a déjà beaucoup fait pour consolider son indépendance et engage la communauté internationale à accorder à la Namibie l'assistance nécessaire dans les domaines où elle a des besoins bien définis, en vue de renforcer encore son indépendance et sa souveraineté;

8. *Note avec intérêt* que les pays de la zone ont exprimé l'espoir d'accueillir dans un proche avenir une Afrique du Sud démocratique et non raciale dans la communauté des Etats de l'Atlantique Sud;

9. *Salue* les accords de paix intervenus en Angola et au Libéria et invite la communauté internationale à encourager et soutenir cette évolution;

10. *Prie instamment* tous les Etats de s'abstenir d'introduire et de déverser dans la région des déchets dangereux, toxiques ou nucléaires et note que les Etats de la zone sont résolus à mettre en place un système de repérage, d'exploitation et de diffusion de données sur les mouvements de déchets dangereux, toxiques ou nucléaires à l'intérieur de la région;

11. *Souligne* qu'il faut impérativement sauvegarder l'environnement et les ressources marines de la région et demande instamment à tous les Etats de faire le nécessaire pour protéger l'environnement et sauvegarder les ressources marines;

12. *Prie de même instamment* tous les Etats de ne pas recourir aux méthodes et pratiques de pêche qui risquent de nuire à la préservation et à la gestion des ressources biologiques de la zone;

13. *Souligne* l'importance historique de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit se tenir à Rio de Janeiro (Brésil) au mois de juin 1992 et qui fournira l'occasion de progresser encore vers les objectifs de la zone en abordant la question de l'environnement et du développement dans toutes ses ramifications, conformément à la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989;

14. *Sait gré* au Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat et au Programme des Nations Unies pour le développement d'avoir aidé les Etats de la zone à organiser à Brazzaville, du 12 au 15 juin 1990, et à Montevideo, du 3 au 6 avril 1991, des séminaires d'experts qui ont permis de faire le point de la mise en place et de l'application du régime juridique institué par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer³⁵, et prie le Bureau et le Programme de continuer d'aider à l'application des mesures de suivi convenues à Montevideo;

15. *Approuve* les Etats de la zone de vouloir faire reconnaître que les activités de coopération technique entre pays en développement peuvent être financées par le Programme des Nations Unies pour le développement et demande à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux autres organismes internationaux compétents d'aider les Etats de la zone, sur leur demande, à assurer leurs besoins en la matière;

16. *Réaffirme* que les Etats de la zone aspirent à faire de celle-ci un instrument actif au service des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de l'égalité raciale, de la justice et de la liberté, tous éléments fondamentaux de la paix, du développement et de la coopération aux niveaux national et régional;

17. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de sa résolution 41/11 et de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport qui rendra compte, notamment, des vues exprimées par les Etats Membres;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session la question intitulée « Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud ».

53^e séance plénière
25 novembre 1991

46/20. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine³⁶,

Rappelant ses résolutions sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, en particulier ses résolutions

43/12 du 25 octobre 1988, 43/27 du 18 novembre 1988, 44/17 du 1^{er} novembre 1989 et 45/13 du 7 novembre 1990,

Rappelant également l'accord du 15 novembre 1965 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine tel qu'il a été mis à jour et signé le 9 octobre 1990 par les Secrétaires généraux des deux organisations,

Prenant note des résolutions, décisions et déclarations adoptées en la matière par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa cinquante-quatrième session ordinaire, tenue à Abuja (Nigéria) du 27 mai au 1^{er} juin 1991³⁷, et par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation à sa vingt-septième session ordinaire, tenue à Abuja du 3 au 5 juin 1991³⁸, et en particulier de sa résolution AHG/Res. 205 (XXVII) sur la Communauté économique africaine,

Considérant l'importante déclaration faite devant elle le 4 octobre 1991 par le Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine³⁹,

Consciente qu'il faut poursuivre et resserrer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Organisation de l'unité africaine, notamment dans les domaines politique, économique, social, technique, culturel et administratif,

Consciente également de l'évolution politique en Afrique du Sud et sachant qu'il faut accroître l'assistance au peuple sud-africain et à ses mouvements de libération nationale dans la lutte légitime qu'ils mènent pour éliminer la politique d'apartheid, ainsi qu'aux Etats indépendants d'Afrique australe qui sont victimes de cette politique,

Profondément préoccupée de constater que la situation économique de l'Afrique demeure critique malgré les politiques de réforme appliquées par les pays africains,

Préoccupée de constater que certaines contraintes telles que l'effondrement des prix des produits primaires, le lourd fardeau de la dette et le manque de possibilités de financement continuent d'entraver gravement le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Considérant que le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990⁴⁰, n'a pas répondu aux attentes,

Consciente des efforts entrepris par l'Organisation de l'unité africaine et ses Etats membres dans le domaine de l'intégration économique et, en particulier, de l'adoption par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette Organisation, le 3 juin 1991 à Abuja, du Traité portant création de la Communauté économique africaine,

Rappelant en outre que dans sa résolution 45/13 elle a, entre autres dispositions, prié l'Organisation des Nations Unies et les organismes compétents des Nations Unies de renforcer leur appui à la création d'une communauté économique africaine,

Profondément préoccupée par la grave situation des réfugiés et des personnes déplacées en Afrique et la nécessité d'accroître d'urgence l'assistance internationale aux pays d'asile africains,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine et des efforts qu'il fait pour